



VL/BL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL *Délibération n° 2026-63*

L'an deux mil vingt-six,
le : **Mardi 29 septembre**, à dix-huit heures trente,
le Conseil Municipal de la commune de L'AIGLE
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie,
sous la présidence de Madame Véronique LOUWAGIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 23 septembre 2026.

Nombre de
Conseillers :

en exercice : **29**

présents : **24**

Pouvoirs : **4**

PRÉSENTS : Mme Véronique LOUWAGIE, M. Didier COUSIN, Mme Nathalie LENÔTRE, M. Pascal SAMSON, Mme Emilie TISON, M. Sébastien CHEVALIER, Mme Marie-José MARTIN, M. Mehdi AFIF, Mme Marie-Laure LERAISNIER, M. Jean-Marie GOUSSIN, Mme Nicole GONDOUIN, M. Abdellah LHESSANI, M. Pascal RAISON, Mme Marina BELLET, M. Guillaume LESEIGNEUR, Mme Mélissande HUBY, Mme Claire COQUELIN, M. Emmanuel DAEMERS, M. Serge DELAVALLÉE, Mme Isabelle CLOUCHÉ, M. Jean-Yves GARCIA, M. Ufuk CAGLAYAN, M. Vincent COLLO et M. Mickaël MESNIL.

OBJET :

**FIXATION DES
INDEMNITÉS DES
ÉLUS –
MODIFICATION DE
DÉLÉGATION**

Absents ou excusés : M. Lionel GONNET qui a donné pouvoir à Mme Nathalie LENÔTRE, M. Fabien REGNIER qui a donné pouvoir à M. Mehdi AFIF, Mme Juliette CHARPENTIER-SEGUIN qui a donné pouvoir à M. Emmanuel DAEMERS, Mme Corine LE BLÉVEC qui a donné pouvoir à M. Serge DELAVALLÉE et Mme Patricia ERNOUX.

Monsieur Pascal SAMSON a été nommé Secrétaire de Séance.

Suite aux élections municipales de mars 2026, le Conseil Municipal, par délibération n° 2026-22, en date du 14 avril 2026, avait déterminé les taux des indemnités des élus pour l'exercice de leurs fonctions de la façon suivante :

Tableau récapitulatif des indemnités de fonction des élus

Fonctions	Nombre	% de l'indemnité alloué		Montant brut individuel (€)	Montant mensuel brut global (€)
Maire	1	44%	4 110,52	1 808,62	1 808,62
Maire adjoint	8	19%	4 110,52	780,99	6 247,92
Conseiller Municipal délégué	2	14%	4 110,52	575,47	1 150,95
TOTAL MENSUEL					9 207,49

Par courrier en date du 24 juin 2026, Monsieur Lionel GONNET, désigné Conseiller Municipal Délégué par arrêté n°99/26 du 15 avril 2026, a fait part à Madame le Maire de son souhait de mettre un terme à l'ensemble de ses délégations à partir du 1^{er} juillet 2026. En conséquence, par arrêté n°232/26, la délégation de Monsieur GONNET a été rapportée avec effet au 1^{er} juillet 2026. Le retrait de délégation a entraîné, à cette même date, la suppression de ses indemnités.

Par arrêté n° 317/26 du 21 septembre 2026, Madame le Maire a désigné Madame Marina BELLET en qualité de Conseillère Municipale Déléguée.

Madame le Maire propose que suite à cette modification de délégation, les taux et montants des indemnités de fonction allouées au Maire, aux Adjoints et aux Conseillers Municipaux restent identiques.

Ainsi, même si le tableau des indemnités ne change pas, il doit être validé par le Conseil Municipal.

Pour rappel, l'enveloppe indemnitaire globale comprend l'indemnité maximale du Maire et des Adjoints tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous :

Enveloppe indemnitaire globale pour les communes comprises entre 3 500 et 9 999 habitants

Fonctions	Nombre	Taux maximal de l'indemnité (en % de l'indice brut terminal de la fonction publique)	Base de calcul indice brut terminal de la fonction publique	Montant mensuel brut (€)	Enveloppe indemnitaire globale (€)
Maire	1	58,30%	4 110,52	2 396,43	2 396,43
Maire adjoint	8	23,32%	4 110,52	958,57	7 668,56
Enveloppe indemnitaire maximale mensuelle					10 064,99

Toute délibération concernant les indemnités de fonction est accompagnée d'un tableau annexé au présent rapport récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil Municipal (art. L 2123-20-1).

Selon la réglementation, les communes sont tenues d'allouer à leur premier magistrat, sauf demande expresse de l'intéressé, *l'indemnité maximale prévue par la loi pour la strate démographique à laquelle appartient la commune* (art. L 2123-20-1, I, 2e alinéa du CGCT).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2123-20 et suivants ;

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 27 mars 2026 constatant l'élection du Maire et de huit Adjoints ;

Vu le taux maximal fixé à 58,30 % de l'indice brut terminal de la fonction publique applicable pour la strate démographique de la Ville de L'Aigle (de 3 500 à 9 999) ;

Vu la demande de Madame le Maire de L'Aigle de fixer pour celle-ci des indemnités de fonctions inférieures au taux maximum autorisé ci-dessus présenté ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer, à la demande du Maire, les indemnités de fonctions versées au Maire à un taux inférieur au taux maximal, soit 44 % au lieu de 58,30 %, étant entendu que des crédits nécessaires sont inscrits au budget principal ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer dans les conditions posées par la Loi, les indemnités de fonctions versées aux Adjoints au Maire, étant entendu que des crédits nécessaires sont prévus au budget principal ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer dans les conditions posées par la Loi, les indemnités de fonctions versées aux Conseillers Municipaux Délégués, étant entendu que des crédits nécessaires sont prévus au budget principal ;

Considérant l'arrêté n° 232/26 de retrait de délégation du 30 juin 2026 à Monsieur Lionel GONNET, Conseiller Municipal Délégué, avec effet au 1^{er} juillet 2026 ;

Considérant l'arrêté de délégation n° 317/26 du 21 septembre 2026 à Madame Marina BELLET, en qualité de Conseillère Municipale Déléguée en charge notamment des animations ;

Considérant que le nombre de Conseillers Municipaux Délégués est de deux, comme précédemment,

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
A l'unanimité,***

- ***DÉCIDE de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de Maire à 44 % du taux maximal de l'indice brut terminal de la fonction publique ;***
- ***DÉCIDE de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions d'Adjoint au Maire à 19 % du taux maximal de l'indice brut terminal de la fonction publique ;***
- ***DÉCIDE de fixer le montant des indemnités pour l'exercice des fonctions de Conseiller Municipal Délégué à 14 % du taux maximal de l'indice brut terminal de la fonction publique.***

Annexe :

Tableau récapitulatif des indemnités de fonction des élus

Fonctions	Nombre	% de l'indemnité alloué		Montant brut individuel (€)	Montant mensuel brut global (€)
Maire	1	44%	4 110,52	1 808,62	1 808,62
Maire adjoint	8	19%	4 110,52	780,99	6 247,92
Conseiller Municipal délégué	2	14%	4 110,52	575,47	1 150,95
TOTAL MENSUEL					9 207,49

Indemnités des élus - Majoration des chefs lieu de canton

Des majorations sont possibles dans certains cas notamment pour les communes chefs-lieux de canton ou anciens chefs-lieux de canton, ou les communes sièges des bureaux centralisateurs de canton. Les indemnités peuvent être majorées de 15%.

L'application de majorations aux indemnités de fonctions doit faire l'objet d'un vote distinct.

Le Conseil Municipal vote, dans un premier temps, le montant des indemnités de fonctions, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale définie au II de l'article L 2123-24. Dans un second temps, il se prononce éventuellement sur les majorations prévues au premier alinéa de l'article L 2123-22, sur la base des indemnités votées après répartition de l'enveloppe.

Au vu des sujétions liées à l'exercice des fonctions de Maire et d'Adjointes dans une commune chef-lieu de canton,

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
A l'unanimité,***

➤ ***APPROUVE l'attribution de la majoration de 15 % des indemnités des élus.***

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,
Au registre sont les signatures,
Pour copie certifiée conforme,
Le Maire,



Véronique LOUWAGIE